

Monsieur,

En 2017, 34 748 213 ménages (soit 15,7% de la totalité des ménages) habitaient dans un logement suroccupé en Europe. En France quatre millions de personnes sont privées de logement ou sont mal logées. Au total, 12,1 millions sont touchées à des degrés divers par la crise du logement, d'après le rapport annuel de la fondation Abbé-Pierre.

Je pense qu'il serait du rôle des Etats d'intervenir au plus vite en créant un grand service public du logement et en mettant en œuvre un grand chantier de construction. Ces derniers pourraient embaucher directement architectes, urbanistes, ingénieurs et ouvriers pour réaliser des logements, besoin vital pour les classes populaires. Les Etats savent réaliser ce genre de grands investissements quand il s'agit d'un secteur jugé vital comme l'aide aux entreprises capitalistes. Tout cela à perte puisque le chômage ne cesse d'augmenter.

Une société qui ne serait pas mue par le profit, une société qui mobiliserait tous les progrès techniques, tous les moyens humains dont nous disposons pour résoudre ces problèmes n'aurait aucune difficulté. Et je suis persuadée que les professionnels urbanistes et l'architecture auraient en ces domaines de nombreuses propositions concernant les transports, l'accès de tous aux services et équipements urbains, la pollution, l'organisation de l'espace public, le lien social.

La préoccupation que, par contre, je ne partage toujours pas avec vous est celle qui vise à mettre en concurrence l'excellence française face à d'autres créations. Elle traduit ce que je combats dans le système capitaliste. Ce système, basé sur la concurrence, exerce un chantage permanent vis-à-vis de tous, y compris les travailleurs de l'architecture, présentant ceux d'autres nations comme s'ils mettaient en péril leurs productions.

Je suis au contraire pour la solidarité de tous ceux qui travaillent, des producteurs, quelle que soit leur région ou leur pays au profit de l'intérêt collectif de la population et cela, dans tous les domaines économiques, y compris d'architecture. A ce titre, en tant que citoyenne du monde, je me sens proche du patrimoine de l'humanité qui s'est enrichi au fil du temps et au gré des échanges parmi les hommes.

Libérer la société de la domination de la grande bourgeoisie, mettre fin à l'organisation capitaliste de l'économie où le grand capital écrase la vie de la société, est une nécessité pour les travailleurs. Elle l'est aussi pour la grande majorité de la population qui subit de plus en plus durement les méfaits de ce système en crise permanente depuis des décennies.

Aucun des problèmes de la société, depuis les menaces sur l'environnement et le climat jusqu'aux besoins élémentaires de se loger, de se soigner correctement, ne pourra être résolu sans renverser le pouvoir politique du grand capital sans exproprier les grands groupes capitalistes et les banques pour les soumettre au contrôle de la collectivité.

Cordialement,

Nathalie ARTHAUD